

d l m


demain le monde

n°9 – septembre/octobre 2011

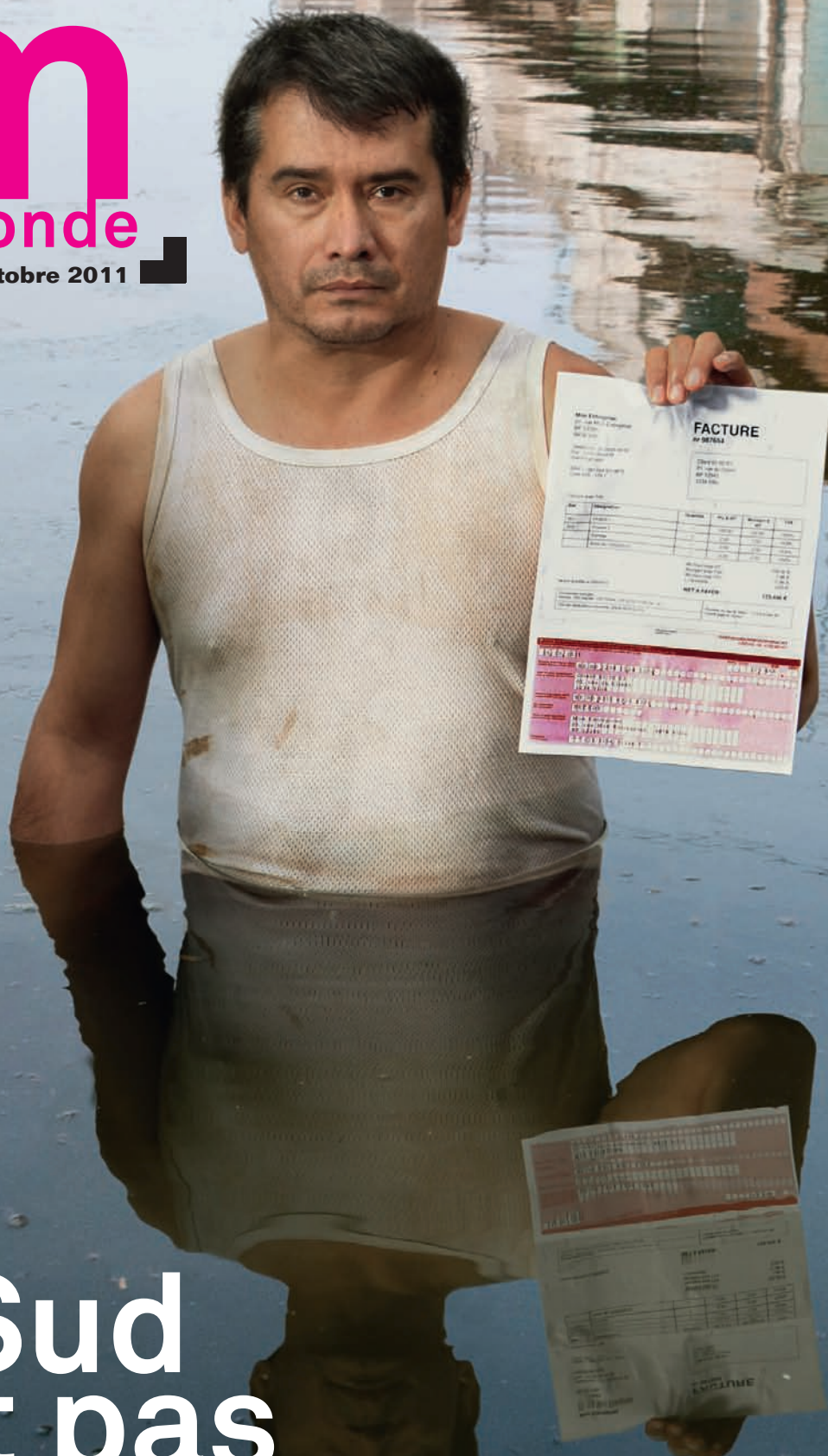
rdc
Revaloriser
l'école publique

eau
Le privé,
la solution
miracle ?

théâtre
Avant, après et
longtemps après
Hiroshima

 dossier

Le Sud ne doit pas payer la facture climatique!



d l m

demain le monde

n° 9 – septembre/octobre 2011

Directeur de rédaction
Arnaud Zacharie

Rédaction
Frédéric Lévêque

Graphisme
Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression
Kliemo – Eupen
Imprimé à 6.500 exemplaires
sur papier recyclé

Photo de couverture
Affiche de la campagne 11.11.11
pour une justice climatique

d l m est le supplément
« développement » du magazine
Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !
www.imagine-magazine.com
www.cncd.be/dlm

Contact
dlm@cncd.be – 02 250 12 51



AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

03 édit

Pour une justice climatique !
par Arnaud Zacharie

04 regard sur le monde

Confier l'eau au secteur privé, la solution miracle ?
par Nicolas Van Nuffel

07 petites histoires de gros sous

Des vérités bonnes à rappeler
par Antonio Gambini

08 regard sur le monde

Des choix technologiques trop orientés
par Camille Liewig et David Baché

10 événements

Chérie, 11 sort ce soir ?
Courir pour un monde meilleur !

11 dossier

Le Sud en doit pas payer la facture climatique !
par Nicolas Van Nuffel & Véronique Rigot

18 citoyen, citoyenne

Produire autrement une autre information
par Aurélie Mommens

20 projet 11.11.11

RDC : revaloriser l'école publique
par Sabine Kakunga

22 multi-culture

Avant, après et longtemps après Hiroshima
Entretien avec Alex Lorette, par Julien Truddaïu

24 multi-culture

« Je serais enchanté de chanter des chansons heureuses... »
Entretien avec Manu Chao, par Julien Truddaïu

26 introspectus

L'aide de la Belgique à la loupe
par Oumou Ze

27 pas au sud, complètement à l'ouest

Jouer sans entrave
par Gérard Manréson

ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Pour une justice climatique !

« LE COÛT DE L'INACTION
SERA AUTREMENT PLUS ÉLEVÉ
QUE CELUI DE LA TRANSITION »

La question environnementale se fonde sur une double injustice : d'une part, ce sont les pays les plus pauvres qui polluent le moins mais qui sont les principales victimes des changements climatiques. En effet, les pays d'Afrique subsaharienne, qui n'ont pas connu de révolution industrielle, émettent moins d'émissions de gaz à effet de serre que le reste du monde. Pourtant, c'est dans ces pays que l'on compte le plus de victimes des changements climatiques, du fait de nombreux phénomènes comme la désertification, la montée des eaux ou l'aggravation de la pandémie de la malaria. D'autre part, c'est dans les pays qui regorgent de ressources naturelles, dont dépend l'économie des pays riches, où l'on décompte une part importante des populations les plus pauvres.

La question environnementale se fonde sur une double injustice : d'une part, ce sont les pays les plus pauvres qui polluent le moins mais qui sont les principales victimes des changements climatiques. En effet, les pays d'Afrique subsaharienne, qui n'ont pas connu de révolution industrielle, émettent moins d'émissions de gaz à effet de serre que le reste du monde. Pourtant, c'est dans ces pays que l'on compte le plus de victimes des changements climatiques, du fait de nombreux phénomènes comme la désertification, la montée des eaux ou l'aggravation de la pandémie de la malaria. D'autre part, c'est dans les pays qui regorgent de ressources naturelles, dont dépend l'économie des pays riches, où l'on décompte une part importante des populations les plus pauvres.

À cette aune, lutter pour la justice climatique, c'est non seulement revendiquer la gestion durable de nos écosystèmes, mais aussi s'assurer qu'elle bénéficie au développement économique et social des populations du Sud. En d'autres termes, la question environnementale est une question éminemment sociale (voir le dossier pp. 11-17). De nombreux phénomènes interagissent et exacerbent l'injustice climatique. D'un côté, les paysans africains qui dépendent des ressources en eaux pour irriguer les sols sont victimes du réchauffement climatique et de la diminution des précipitations qui entraînent une raréfaction des ressources en eaux, donc des capacités d'irrigation des sols et des rendements agricoles, ce qui *in fine* exacerbe la pauvreté rurale et la malnutrition. D'un autre côté, les nombreux touristes qui affluent des pays riches dans les pays du Sud n'ont souvent que bien peu d'intérêt pour l'environnement local, ce qui aboutit à des scènes où les centres touristiques du Sud utilisent le peu d'eau qui existe pour remplir les piscines et arroser les terrains de golf de leurs clients, tandis que les populations locales souffrent d'une pénurie d'eau salubre.

En définitive, il est urgent d'opérer une transition complète de nos modes de consommation et de production et de nos politiques énergétiques. C'est non seulement une nécessité, mais aussi une opportunité. En effet, le coût de l'inaction sera autrement plus élevé que celui de la transition. En outre, qui dit changement de paradigme dit nouveaux types d'activités économiques, nouvelles technologies, nouveaux emplois et nouvelles formes de prospérité. C'est ce que la campagne 11.11.11 pour une justice climatique compte marteler, notamment lors du concert de sensibilisation de Tiken Jah Fakoly qui aura lieu à Liège à la date symbolique du 11/11/2011.



NICOLAS VAN NUFFEL

Responsable plaidoyer politique, CNCD-11.11.11



Confier l'eau au secteur privé, la solution miracle?

Après trois décennies de privatisations de la gestion de l'eau au Sud, les résultats se font toujours attendre. Et, peu à peu, le modèle dominant semble perdre du terrain. Raison principale : le modèle privé peine à prouver sa prétendue efficacité.

L'eau. Élément le plus indispensable à la vie. Le plus indispensable à l'être humain après l'air. Et, depuis 2010, « un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'Homme », reconnu en tant que tel par l'Organisation des Nations Unies. Voilà qui devrait suffire à garantir son accès pour tous les êtres humains. Accès tout relatif d'ailleurs : l'Organisation mondiale de la santé le définit comme la présence d'une source d'eau potable aménagée à... moins de vingt minutes de marche ! On est donc bien loin du luxe de l'eau courante offert à la quasi-totalité de la population dans nos pays.

Chiffres inquiétants

Pourtant, les chiffres sont inquiétants : 884 millions de personnes, soit un être humain sur huit n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Sans compter l'assainissement (toilettes, égouts), tout aussi indispensable, dont plus de deux milliards et demi de personnes ne bénéficient pas. Et si les chiffres ont quelque peu progressé depuis vingt ans du côté de l'accès à l'eau, ils ont par contre régressé en ce qui concerne l'assainissement.

Encore faut-il nuancer les affirmations optimistes quant à l'accès à l'eau potable. En effet, les progrès sont très différents d'une région à l'autre du monde. Ainsi, les importantes avancées en Inde et surtout en Chine masquent le fait que d'autres régions stagnent dramatiquement. Le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau en Afrique subsaharienne a même augmenté depuis 1990. C'est dire si l'enjeu est important d'un point de vue social, mais aussi économique : des centaines de millions de consommateurs à alimenter en eau, c'est un vaste marché qui ne pouvait laisser les acteurs privés indifférents !

Trois modes de gestion

Pour bien comprendre les débats autour des modes de gestion de l'eau, il faut savoir qu'il existe en gros trois solutions pour faire parvenir l'eau au consommateur. La première consiste à en garder la gestion intégralement au sein du secteur public, via le système de régie. C'est de loin le système le plus répandu dans le monde. Deuxième solution, l'affermage : les infrastructures restent propriété de la collectivité, mais la gestion est confiée à une entreprise privée. Ce système s'est avéré répandu en France à l'époque de l'industrialisation et a permis l'essor de deux entreprises qui sont aujourd'hui devenues les deux géants mondiaux de l'eau : Veolia et Suez. Un troisième système existe, beaucoup plus rare : la concession, qui consiste à confier intégralement l'approvisionnement en eau au secteur privé, infrastructures comprises.





Un choix politique

Le choix entre les trois modes de gestion n'est pas innocent et, contrairement à ce que l'on a voulu nous faire croire, il ne s'agit pas d'un choix technique mais politique. Or, on sait en effet que les évidences d'aujourd'hui sont les aberrations de demain, et inversement. L'eau en est un excellent exemple. Dans les années qui ont suivi la décolonisation, la plupart des pays du Sud ont accordé un rôle important à l'État, notamment à travers les investissements dans les services publics. Mais les années '70 voient l'émergence des adeptes du néolibéralisme. Selon cette théorie jusque-là jugée comme saugrenue, seul le secteur privé est efficace et capable de garantir un service de qualité pour le consommateur. Après quelques tests imposés au Chili avec la complicité de Pinochet, ce sont le Royaume-Uni de Margaret Thatcher et les États-Unis de Ronald Reagan qui s'y mettent. Au même moment, les néolibéraux imposent leurs idées au sein des Institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale). En pleine crise de la dette, ils amènent celles-ci à imposer aux pays du Sud une application radicale de leurs idées : privatiser, libéraliser, déréguler.

Résultat, au cours des trente années qui suivent, on va privatiser un maximum de services publics, au Nord comme au Sud. L'eau en fait partie et constitue un excellent

exemple du duo « privatisation des bénéfices, socialisation des pertes ». Là où un profit est possible (en particulier dans les villes), on privatise la gestion ; là où les réseaux fonctionnent à perte (dans les cam-

pagnes isolées), on maintient la gestion publique. D'énormes villes passent ainsi en gestion déléguée, dont les cas les plus symboliques sont Manille et Buenos Aires.

Mais pourquoi faire le choix du privé ? L'acheminement de l'eau potable et l'évacuation des eaux usées peuvent être, dans certaines régions du monde, particulièrement complexes et demander une forte expertise technique. Beaucoup de pays en développement ne disposent pas de ces compétences et sont donc dans l'obligation d'aller les chercher à l'extérieur. Or, il faut bien reconnaître que des entreprises telles que Veolia et Suez ont développé des connaissances et des techniques de pointe, qui leur permettent de proposer des solutions à ces problèmes.

Situations de rente

Mais ces solutions, lesdites entreprises ne souhaitent évidemment pas trop les partager. Leur premier objectif consiste à engranger des bénéfices pour rétribuer leurs actionnaires, tout en minimisant les risques financiers. Pour ce faire, les multinationales cherchent à tout prix à diminuer la concurrence, à monopoliser l'information et à mettre en place des situations de rente. C'est-à-dire des situations dans lesquelles elles engrangent un maximum de bénéfices en faisant un minimum d'investissements. Pour arriver à ces fins, les grandes multinationales de l'eau ont recours à des pratiques telles que l'ingénierie juridique (la petite clause incompréhensible en bas de page qui signifie qu'en cas de problème, c'est vous qui payez) et fiscale (tout faire pour payer le moins d'impôts possible sans risquer de poursuites). En gros, cela signifie que lorsque vous faites appel à de telles entreprises, vous savez qu'elles feront tout pour vous faire payer un maximum et que vous n'en profiterez même pas via le paiement d'impôts sur leurs bénéfices.

Le cas très connu de Bruxelles en est un excellent exemple : en conflit avec la Région, le prestataire, Aquiris (filiale de... Veolia), n'a pas hésité à ouvrir les vannes d'une station d'épuration, entraînant une pollution majeure de la Senne. Cette décision et ses conséquences très médiatisées ont amené à une bataille juridique, un comité d'experts indépendant reconnaissant finalement en 2010 que c'était bien Aquiris qui était en tort.

Le cas argentin

Le cas argentin est tout aussi parlant. En 1993, un consortium appartenant à la Lyonnaise (future Suez) et à la Générale des Eaux (future Veolia) acquiert les services d'eau de Buenos Aires et des villes des trois provinces les plus peuplées du pays. Le contrat prévoit une série d'objectifs à remplir au long des années. Le consortium, dénommé Aguas Argentinas, ne les remplira pas : il n'atteint que 47% de ses engagements en termes d'accès à l'eau potable et seulement 12% en termes d'assainissement. Par contre, l'entreprise estimant que les tarifs avaient été gravement sous-évalués dans l'appel d'offre n'hésite pas à les revoir à la hausse : 45% d'augmentation pour les consommateurs ! Les résultats ne se font pas attendre, puisque les bénéfices s'élèvent à 27,6% en 1999.

C'était sans compter la crise à venir. En 2001, après dix années d'application aveugle des principes néolibéraux, l'Argentine est au bord de la banqueroute. Elle doit dévaluer sa monnaie en catastrophe, entraînant la ruine de millions de familles. Mais Aguas Argentinas n'est pas là pour faire la charité : elle exige une renégociation du contrat et une augmentation des tarifs. Sous pression internationale, le gouvernement finit par céder et accepte une augmentation de 10%. Cependant, la confiance est rompue. Quelques années plus tard, en 2006, les pouvoirs publics décident d'exproprier l'entreprise pour non-respect des clauses contractuelles et la gestion de l'eau à Buenos Aires redevient publique. Bien entendu, les investisseurs ne se laisseront pas faire : utilisant toutes les ressources juridiques à sa disposition, Suez finit par obtenir en 2010 la condamnation de l'Argentine devant une cour internationale d'arbitrage. Entretemps, les autres investisseurs avaient abandonné la partie.

Bénéfices et risques importants

On pourrait multiplier les exemples de ce type pour montrer à quel point il est risqué pour une collectivité publique de confier une ressource aussi vitale que l'eau au secteur privé. En effet, si des acteurs aussi importants que la Région bruxelloise ou Buenos Aires se perdent dans des bagarres juridiques, quelle force pourraient avoir les municipalités des pays d'Afrique subsaharienne ? Mais le mot de la fin revient sans doute aux multinationales elles-mêmes. En effet, suite à des échecs tels que celui de Buenos Aires ou face à des révoltes populaires dans des pays comme la Bolivie, ces entreprises ont peu à peu changé leur fusil d'épaule. Aujourd'hui, elles se rendent compte que si les bénéfices potentiels sont importants, les risques le sont aussi. Elles changent donc peu à peu leur stratégie, en cherchant à éviter les vastes contrats de privatisation pour se concentrer sur des contrats plus délimités.

« LE CHOIX ENTRE GESTION PUBLIQUE ET PRIVÉE N'EST PAS LE CHOIX MANICHÉEN ENTRE GABEGIE ET EFFICACITÉ »

Que faut-il retenir de ces trente années d'expérimentations ? Le choix entre gestion publique et privée n'est pas le choix manichéen entre gabegie et efficacité. Personne n'a jamais pu prouver que l'une est plus ou moins efficace que l'autre. C'est par contre un choix politique majeur, qui a des implications sur la capacité des États à réguler et sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le secteur privé dispose d'une expertise indéniable, mais son premier objectif n'est pas de rendre service au citoyen. Y avoir recours suppose donc d'avoir la capacité de le contrôler, pour garantir le respect des intérêts de chacun.



© Renaud Hoyois 2010

Palestine, une terre privée d'eau

Dans les Territoires palestiniens, région aride mais riche en nappes aquifères, l'accès à l'eau de la population palestinienne est contrôlé par l'occupant israélien. En octobre 2010, une équipe de la RTBF s'est déplacée à travers la Cisjordanie et la bande de Gaza pour rendre compte des différentes formes de contraintes rencontrées par la population locale pour accéder aux ressources naturelles qui lui reviennent. Partout, c'est le secteur agricole qui en est la principale victime – et avec lui toute l'économie palestinienne.

Un film de la RTBF et du CNCD-11.11.11 à découvrir sur www.cncd.be/mallette

STRATEGIE FINANCIERE et CREATION de VALEUR
 INGENIERIE FINANCIERE et CREATION de VALEUR
 DEVELOPPEMENT et MAINTIEN du CONTRÔLE
 Autres valeurs mobilières caractéristiques de l'ingénierie

Des vérités bonnes à rappeler

ANTONIO GAMBINI
 Chargé de recherche, CNCD-11.11.11

En ces temps de crise de la dette de plusieurs pays de la zone euro, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques vérités, trop souvent oubliées ou méconnues.

Ce n'est pas le secteur public qui a précipité le monde dans la panique financière et la récession économique. Ce sont des banques et d'autres prêteurs qui ont contracté des millions de prêts hypothécaires irresponsables et qui les ont emballés dans des titres complexes pour ensuite les revendre, ce sont des investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) qui ont acheté ces mêmes titres toxiques et qui ont sciemment maquillé leurs comptes – pire que l'État grec ! – pour en évacuer artificiellement le risque, et ce sont les agences de notation – les mêmes qui donnent aujourd'hui des mauvaises cotes aux dettes souveraines européennes – qui ont évalué positivement ces titres toxiques.

Premier créancier hypothécaire des États-Unis, la *Bank Of America* négocie actuellement un accord avec un rassemblement des plus importants détenteurs de titres toxiques basés sur les fameuses hypothèques « subprimes »¹. La banque reconnaît ainsi sa faute dans la vente de ces titres pourris, et en échange de 8,5 milliards de dollars (soit 5% de la valeur nominale théorique de ces titres), demande aux investisseurs de cesser de l'attaquer en justice. Mais pourquoi la *Bank of America* et les autres responsables de la débâcle de 2008 devraient-ils compenser uniquement les acheteurs de titres pourris ? Les travailleurs qui ont perdu leur emploi, les citoyens obligés de se serrer la ceinture n'ont-ils pas souffert tout autant, voir plus, des comportements fautifs des banques et des agences de notation ?

En attente de très hypothétiques dédommagements, les États de la zone euro se démènent pour trouver de l'argent afin de boucler des budgets suffisamment en équilibre pour satisfaire les marchés financiers et « sauver » la Grèce de la « faillite ». Il y a peu, la Banque centrale européenne (BCE) insistait pour que la Grèce rembourse l'entièreté de sa dette et que le pays multiplie pour ce faire les coupes dans les dépenses publiques et les privatisations. Successeur de Jean-Claude Trichet à la présidence de la BCE à partir de novembre, l'Italien Mario Draghi a été vice-président de la branche européenne de Goldman Sachs, entre 2002 et 2005. C'est cette même banque qui organisa dès 2001 pour la République hellénique de vastes opérations compliquées d'échange de devises, dans le but de dissimuler l'étendue réelle de son endettement. Au Parlement européen, M. Draghi a nié toute

implication dans cette affaire, alors qu'il était pourtant chargé de « développer les activités de la banque auprès des gouvernements et de leurs agences ».

Aujourd'hui, des plans d'austérité, semblables à ceux imposés depuis les années '80 aux pays en développement, sont présentés comme la seule solution pour « rassurer les marchés » et remettre des États trop dispendieux et trop solidaires dans le droit chemin de l'orthodoxie libérale. Il y a pourtant de l'argent. Nous avons démontré plusieurs fois dans cette chronique comment les paradis fiscaux participaient à l'appauvrissement des pays du Sud. Une récente estimation du cabinet de recherche suisse Helvea montre que

« LES BANQUES HELVÉTIQUES ACCUEILLERAIENT PAS MOINS DE 740 MILLIARDS D'EUROS D'ÉPARGNE DE CITOYENS DE L'UE »

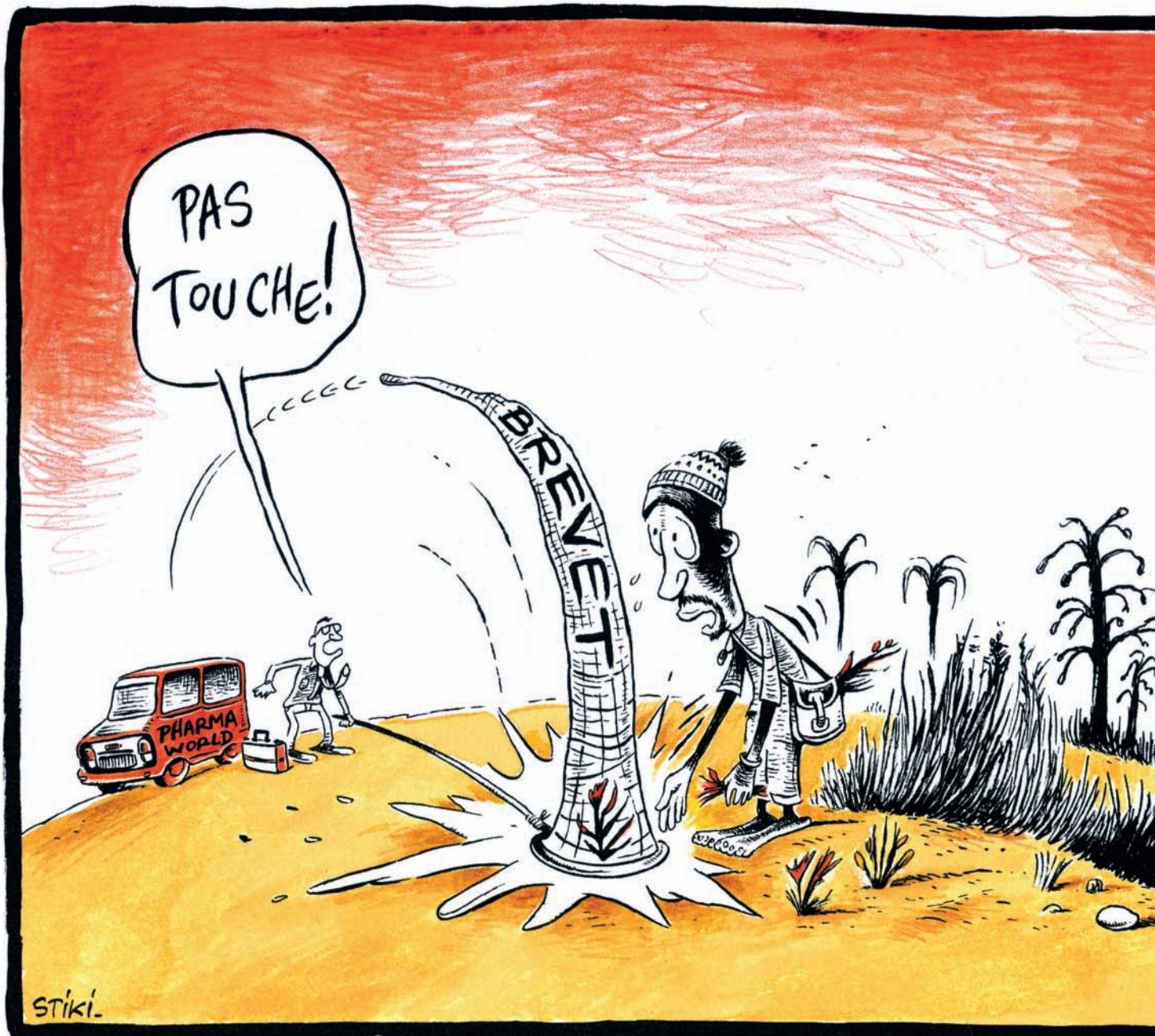
l'UE perd aussi à ne pas les combattre davantage. Selon ce cabinet, les banques helvétiques accueilleraient pas moins de 740 milliards d'euros d'épargne de citoyens de l'UE, dont 117 seulement sont déclarés aux autorités fiscales. En d'autres termes, 623 milliards d'euros échapperaient à toute contribution fiscale. Et ceci n'est certainement que la pointe de l'iceberg puisque l'estimation de Helvea est très prudente et que la Suisse n'est qu'un paradis fiscal parmi tant d'autres.

^{1/} Les prêts dits « subprimes » sont des crédits immobiliers consentis à des clientèles risquées, à savoir des ménages américains peu solvables.

CAMILLE LIEWIG ET DAVID BACHÉ
journalistes

Des choix technologiques trop orientés

Les pays du Sud ne sont pas toujours libres des choix technologiques qu'ils opèrent. Sous couvert de bienfaits à venir pour les populations, ces choix sont souvent imposés par des groupes privés et par des institutions internationales qui servent leurs propres intérêts. Les chercheurs africains veulent aujourd'hui reprendre l'initiative.



Disposer d'une source d'énergie propre et maîtrisée localement, garantir l'accès à la santé en tenant compte des contraintes d'infrastructures, renforcer une agriculture à même de subvenir aux besoins des populations et de ceux qui en vivent... Pour chacun de ces domaines, des solutions technologiques existent et ne demandent qu'à être développées et adaptées pour améliorer le quotidien de millions voire de milliards de personnes.

Mais les pays du Sud ont rarement le choix des technologies qui pourraient leur être bénéfiques et renforcer leur indépendance. « Le Sud est complètement dépendant des financements et capitaux privés visant à développer et intégrer les nouvelles technologies du Nord », explique Molly Kane, liaison internationale de l'ONG africaine Pambazuka. L'industrie de l'aide, qui s'est développée ces dernières décennies au Sud, oriente voire impose sa façon de concevoir le développement. Elle s'intéresse plus à la croissance économique des pays du Sud qu'à leur progrès social. « Cette croissance économique ne touche souvent qu'un tout petit secteur, souligne Molly Kane. En revanche, elle renforce grandement les disparités sociales. »

Pour satisfaire des intérêts privés

Les institutions de développement et de coopération d'États comme l'Agence française de développement (AFD),

l'aide américaine (USAid) ou encore l'aide au développement britannique (DFID) entretiennent l'idée que les technologies du Nord sont les seules et uniques solutions pour résoudre les problèmes du Sud. Il n'en est rien ! Ces technologies renforcent en fait les pouvoirs de domination déjà existants, et surtout les profits de grandes entreprises multinationales et de leurs actionnaires, sans pour autant répondre aux besoins locaux. « Les OGM ne sont pas développés pour rendre la vie ou la sécurité alimentaire meilleures au Sud, s'indigne Molly Kane. En plus de rendre les paysans dépendants de semences non naturelles, les OGM seront incapables de s'adapter au changement climatique, contrairement aux semences naturelles qui auront, elles, malheureusement disparues. »

Les politiques économiques néolibérales ont mis en place un environnement favorable pour les entreprises qui veulent tirer profit des nouvelles technologies en exploitant les ressources naturelles de l'Afrique¹. Pour Basile Guissou, ancien ministre burkinabé de l'information, aujourd'hui délégué général du Centre

Breveter pour déposséder

Aujourd'hui, c'est toute la richesse végétale de l'Afrique qui est menacée. « Des centaines de milliards de tonnes de matières végétales indifférenciées sont dans le collimateur des entreprises, explique Molly Kane. Des plantes depuis longtemps utilisées en Afrique sont aujourd'hui brevetées par des entreprises venues des pays du Nord. » Et cela ne concerne pas seulement l'Afrique. Les laboratoires pharmaceutiques s'intéressent de près depuis quelques années aux vertus thérapeutiques des plantes et arbres de la forêt amazonienne afin d'en breveter les principes actifs, ce qui conduit à en déposséder les populations autochtones qui depuis toujours les utilisent.

« Sous couvert de promotion d'"économie verte", le Nord et ses entreprises importent leurs technologies et leurs modèles technologiques pour piller le Sud et continuer d'alimenter les modes de vie confortables des pays du Nord », constate Molly Kane. Pour réussir à imposer leurs choix scientifiques et technologiques, les pays du Sud doivent trouver leurs propres voies de financement et

« L'INDUSTRIE DE L'AIDE S'INTÉRESSE PLUS À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES PAYS DU SUD QU'À LEUR PROGRÈS SOCIAL »

national de la recherche scientifique et technologique, « il faut refuser de discuter et de traiter avec les grandes institutions internationales ». Il renchérit, véhément : « Elles n'ont que mépris pour les savoirs et les résultats de la recherche africaine allant même jusqu'à insinuer que l'Afrique n'a pas à réfléchir, que le Nord et l'Occident le feront pour elle ». Pour lui, les chercheurs africains devraient pouvoir générer eux-mêmes la recherche et les technologies qui en découlent afin de répondre aux besoins des populations. « Si l'Afrique développe ses infrastructures de recherche, elle pourra s'appuyer sur l'ensemble des travaux publiés dans le monde entier, poursuit Basile Guissou. On ne réinvente pas la roue. C'est par la recherche que vient le développement. »

ainsi s'affranchir des financements privés qui, « parce qu'ils sont très concentrés, provoquent un déséquilibre dans les relations de pouvoir, freinant *in fine* leur développement » conclut Molly Kane.

Cet article a été publié dans le dossier hors série de la revue *Altermondes* « Sciences et démocratie, un mariage de raison », juin 2011. Plus d'infos sur www.altermondes.org

1/ « Nouvelles technologies en Afrique : une menace pour la souveraineté », Firoze Manji et Molly Kane, 16 décembre 2010, Numéro 172, Pambazuka.

10
événements



Le 11 du 11 du 11,
11's mobilise

Cette année n'est pas une année comme les autres. L'Opération 11.11.11, la grande récolte annuelle du CNCD-11.11.11, du 3 au 13 novembre prochain, sera marquée par une date ô combien symbolique : le 11 du 11 du 11.

À cette occasion, le CNCD-11.11.11 appelle les citoyens, volontaires et sympathisants, le secteur culturel et l'horeca à organiser des actions de soutien aux projets dans le Sud qu'il finance chaque année. Le nom de l'initiative : **Chérie, 11 sort ce soir?**

Le vendredi 11/11/11 sera solidaire!

Inscrivez cette date dans votre agenda afin de saisir l'opportunité exceptionnelle de mêler culture, divertissement et solidarité à nos côtés!

Soyez de la partie en associant une soirée, un événement ou encore un menu à cette date-clé!

- Vous êtes un opérateur culturel, restaurateur, cafetier...? Versez une partie des recettes de votre soirée au profit des projets de développement!
- Vous êtes un groupe de citoyens/volontaires motivés? Organisez un événement (projection d'un film, souper festif...) aux couleurs de la solidarité Nord-Sud!
- Vous désirez juste participer à l'une de ces activités près de chez vous, rendez-vous sur www.cncd.be pour connaître les événements programmés.

Pourquoi?

Offrez à vos publics, amis et membres de votre famille une occasion originale de passer la soirée! Le 11/11/11 sera un rendez-vous incontournable. Autour de cette date, nous invitons tous les citoyens à sortir au profit de l'Opération 11.11.11, pourquoi pas vous ou chez vous?

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.cncd.be/11sortcesoir



Courir pour un monde meilleur!

Devenez coureur solidaire 11.11.11

Pour soutenir les populations du Sud, les clubs sportifs Aspria organisent un « Indoor Marathon Solidaire » au profit de l'Opération 11.11.11.

Devenez coureur solidaire 11.11.11 et invitez votre famille, vos amis et vos collègues à parrainer votre participation au marathon. Ensemble, un meilleur monde est possible.

Quoi?

Il s'agit d'une action de récolte de fonds, sportive et festive, initiée pour aider à financer le projet « Droits des Enfants » mis en place au Rwanda par l'ONG Action Développement Parrainages Mondiaux.

Quand?

Le 22 octobre 2011

Où?



Trois clubs Aspria à Bruxelles : Aspria Arts-Loi, Aspria Avenue Louise, Aspria La Rasante (Woluwe Saint-Pierre)

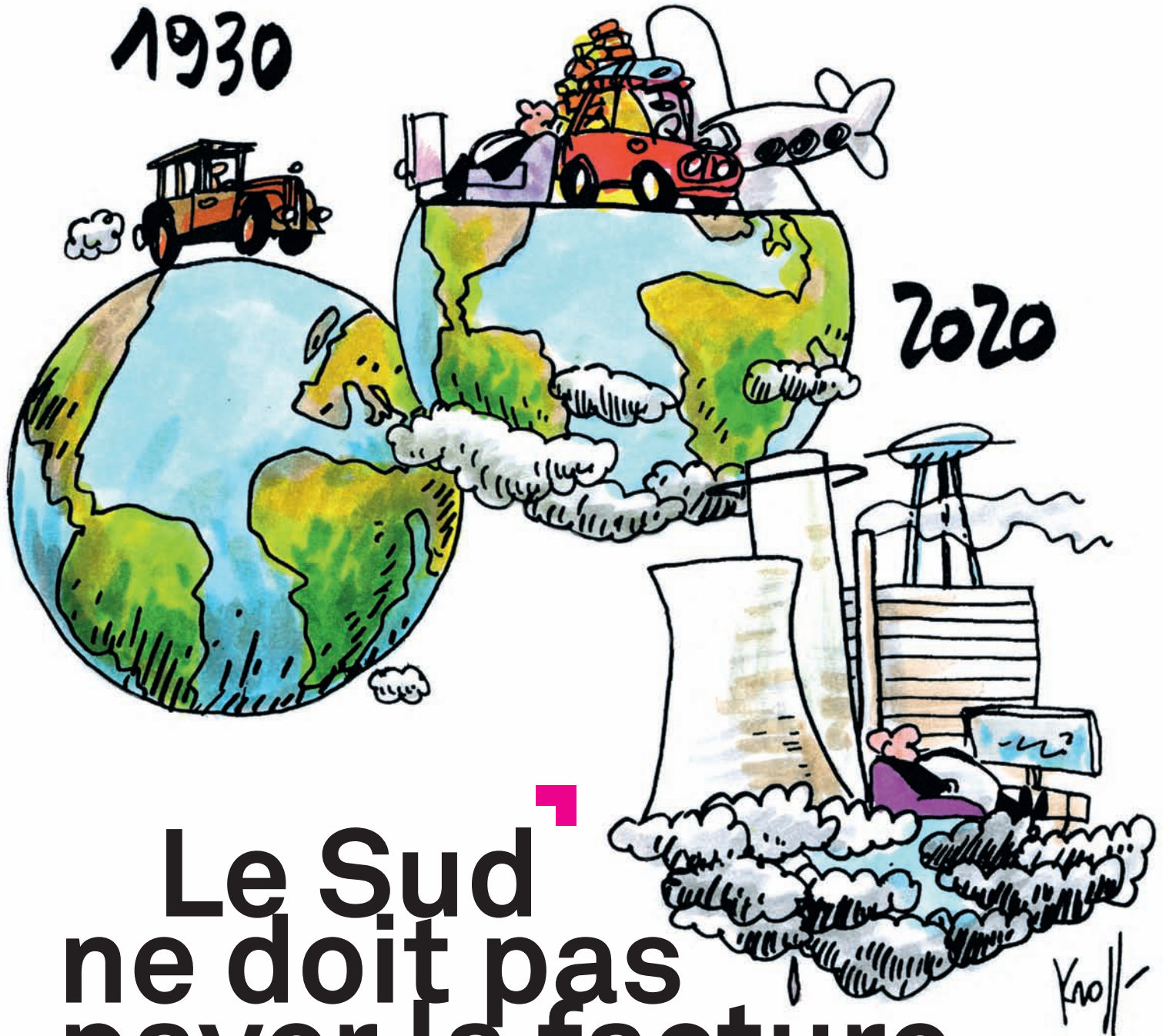
S'inscrire ou plus d'info?
02 508 08 00 – info@aspria.be

1980

11

campagne 11.11.11
dossier

1930



Le Sud ne doit pas payer la facture climatique!

Face aux changements climatiques, un simple coup de peinture verte sur l'économie ne suffira pas. La crise écologique nous oblige à définir un autre modèle de société plus juste socialement et qui prend mieux en compte l'environnement. C'est pourquoi le CNCD-11.11.11 et ses organisations membres mèneront durant deux ans une campagne pour une justice climatique dont l'objectif est de promouvoir les droits des plus vulnérables face au défi du climat.

NICOLAS VAN NUFFEL

Responsable du plaidoyer politique, CNCD-11.11.11

Qui paye la facture climatique ?



Depuis deux siècles, l'Europe, les États-Unis puis plus récemment des pays asiatiques et latino-américains se sont développés grâce à un recours exponentiel aux énergies fossiles : charbon, gaz naturel et pétrole. Le problème : ces ressources sont à l'origine des fameuses émissions de gaz à effet de serre et la source du réchauffement global dont tout le monde parle. Ce qu'on dit moins, c'est que les premières victimes des changements climatiques sont les populations du Sud !

Au départ, il y a donc un modèle de développement qui, s'il a permis à l'Humanité d'améliorer fortement ses conditions de vie, l'a fait au détriment de l'équilibre général de son environnement. L'atmosphère terrestre s'est donc déjà réchauffée de près d'un degré au cours des 200 dernières années et continue de le faire à grande vitesse. À grande vitesse ? Oui, car un seul petit degré représente un écart immense dans l'équilibre terrestre. À deux degrés, les conséquences seront déjà majeures, selon les scientifiques : le déséquilibre dans les écosystèmes pourrait ainsi faire disparaître des ressources vitales pour des centaines de millions de personnes. Trois degrés et ce sont des catastrophes incontrôlables qui se préparent !

Comme sur le Titanic

Malheureusement, nous ne sommes pas tous égaux face à ce phénomène. D'aucuns vous diront que « nous sommes tous dans le même bateau » et c'est vrai. Mais sur ce bateau, comme sur le Titanic, il y a plusieurs classes. Et une fois de plus, ce sont les pays du Sud qui risquent de couler pendant que les autres trouvent les canaux de sauvetage ! En effet, si l'on prévoit des modifications un peu partout sur la planète suite au réchauffement, c'est dans la zone intertropicale que ces changements seront les plus graves.

Ainsi, dans certaines régions d'Afrique, la productivité de l'agriculture pluviale devrait être divisée par deux d'ici 2020. Cela signifie que sans accès à l'irrigation, un paysan récoltera

deux fois moins pour une quantité de travail égale ! De même, la hausse du niveau des mers pourrait pousser les centaines de millions d'habitants des deltas à partir à la recherche d'un nouvel endroit où habiter, c'est-à-dire bien souvent dans les bidonvilles de mégapoles surpeuplées. Le cas du Bangladesh est criant à cet égard : on prévoit que l'eau recouvre 17% de son territoire et soit à l'origine de 20 millions de réfugiés d'ici 2050. Multiplication des sécheresses dans certains endroits du monde, inondations dans d'autres, disparition de 20% des espèces animales et végétales, multiplication des zones de prévalence de maladies telles que la malaria : le bilan est effrayant pour les pays du Sud !

Le problème, c'est qu'en plus, ces pays, qui ne sont pas responsables du réchauffement et en subiront de plein fouet les conséquences, n'ont pas les moyens d'y faire face. Et ça, ce n'est pas la faute du hasard : la cause est à rechercher dans l'accentuation des inégalités internationales que le CNCD-11.11.11 n'a cessé de dénoncer depuis 45 ans. Pire, au sein de chaque pays, tous ne sont évidemment pas égaux face aux changements climatiques. Ce sont bien entendu les plus pauvres, à commencer par les petits paysans, qui sont les premiers à en subir tous les jours les conséquences.

Mobilisations au Sud

Les pauvres des pays pauvres, victimes d'un réchauffement qu'ils n'ont pas causé et auquel ils n'ont pas les moyens de faire face ? Voilà un bilan bien négatif et peu mobilisateur !



« L'EUROPE DOIT DIMINUER SES ÉMISSIONS DE 40% D'ICI 2020 ET DE 95% D'ICI 2050 »

Heureusement, partout dans le monde, et notamment au Sud, des initiatives se multiplient pour promouvoir un autre modèle de développement et défendre les droits des populations concernées. Des pays émergents tels que la Chine ou le Brésil, tant décriés par certains, mettent progressivement en place des dispositions pour assurer leur développement sans voir leurs émissions exploser; l'Équateur a proposé de maintenir les énormes réserves pétrolières qui gisent sous la réserve naturelle de Yasuni si la communauté internationale accepte de rétribuer cette décision. Sans compter les centaines de mouvements sociaux qui se mobilisent aux quatre coins de la planète pour réclamer de « changer le système, pas le climat ».

Soutenir les initiatives

Mais se féliciter de ces initiatives ne suffit pas, encore faut-il les soutenir! La justice climatique implique en effet que les pays du Nord prennent leurs responsabilités et garantissent le droit des populations du Sud à un développement à la fois durable et équitable. Cela commence par réduire massivement nos propres émissions de gaz à effet de serre pour « laisser la place aux autres » : selon les recommandations scientifiques internationales du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat), l'Europe doit diminuer ses propres émissions de 40% d'ici 2020 et de 95% d'ici 2050.

Cela passe aussi par l'appui plus direct aux pays du Sud. En contribuant massivement à l'adaptation des pays du Sud via le Fonds

vert pour le climat (ce qui représente un milliard d'euros par an pour la Belgique) et en favorisant le partage des connaissances liées aux technologies propres, on permettra en effet au Sud de faire face aux changements climatiques en évitant des catastrophes humanitaires majeures.

On l'a vu à Copenhague puis à Cancún, lors des derniers grands sommets sur le climat, nos dirigeants ont bien du mal à se décider à agir face aux pressions des grands intérêts économiques et financiers. Pour qu'ils bougent, il faudra que nous, citoyens, nous leur fassions comprendre qu'ils n'ont plus le choix. En prenant les devants par le changement de nos propres comportements. En manifestant notre volonté dans les rues de Bruxelles, le 3 décembre prochain. En soutenant, notamment à travers l'Opération 11.11.11, ceux qui, au Sud, se battent pour une justice climatique. Pour que cette fameuse facture, nous la payions tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard!

1/ Pour une analyse plus approfondie des effets des changements climatiques sur les pays du Sud et des négociations internationales sur le climat, cf. l'étude « 11.11.11 pour le climat », publiée en novembre 2010 : www.cncd.be/IMG/pdf/Etude_climat.pdf

L'accès à l'eau, symbole du chantier de l'adaptation

Rien ne se perd, rien ne se crée. Ce principe de base de la chimie devrait nous rassurer pour l'avenir : quoi qu'il arrive, la quantité d'eau sur la planète restera toujours la même. Mais tout le problème se situe bien entendu dans sa répartition, déjà très inégale. Et la situation devrait empirer avec le réchauffement. Rapide état des lieux.

C'est sans doute l'un des effets les plus directs et les plus tangibles du réchauffement climatique. Même si chaque problème de météo ne peut pas être directement imputé au climat, nous le sentons bien : « Notre météo se dérègle ». Lentement mais sûrement. Des pluies torrentielles succèdent à de longues périodes de sécheresse. À l'image de l'effet attendu à long terme du réchauffement.

La situation de départ n'est déjà pas brillante : près de 900 millions de personnes ont soif sur notre planète. Très concrètement, cela signifie qu'elles n'ont pas accès au minimum vital, soit une vingtaine de litres d'eau par jour. Déjà, en Afrique de l'Ouest, une sécheresse sévit depuis plus de vingt ans. C'est le premier phénomène d'ampleur que les scientifiques attribuent directement au réchauffement. Avec des conséquences non seulement sur l'accès à l'eau, mais aussi à l'alimentation. Toujours selon les scientifiques, la productivité de l'agriculture pluviale devrait baisser de moitié d'ici 2020 dans la région. Concrètement, cela signifie que sans irrigation, un paysan récoltera deux fois moins en fournissant le même travail !

Et malheureusement les choses ne sont pas parties pour s'améliorer. Rien qu'en Afrique, ce sont 75 à 250 millions de personnes supplémentaires qui devraient être victimes du « stress hydrique » dans quelques décennies. Qu'est-ce que le stress hydrique ? Cela correspond au fait de ne pas avoir accès à l'eau de façon suffisamment régulière pour subvenir à ses besoins. C'est évidemment le cas des populations qui vivent dans les zones de sécheresse, mais ce le sera, de plus en plus, avec l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes. En effet, en l'absence d'infrastructures adéquates, peu importe la quantité totale des précipitations, ce qui compte, c'est leur répartition tout au long de l'année. On revient aux sécheresses suivies de pluies torrentielles, qui se multiplient en de nombreux endroits du monde.

Voilà pourquoi l'eau doit être au centre des préoccupations dans les discussions sur l'adaptation aux changements climatiques. Il est en effet indispensable que soient mises en places des infrastructures permettant d'acheminer l'eau dans les zones les moins bien pourvues, de la stocker dans de bonnes conditions d'hygiène et de la rendre accessible aux petits paysans pour garantir l'irrigation des champs.

Mais cet enjeu est inséparable du débat sur les modes de gestion de l'eau (voir notre article en pages 4,5 & 6). En effet, si les fonds d'adaptation mis en place au niveau mondial sont principalement confiés à des acteurs privés, le risque est grand de voir les investissements se concentrer sur les secteurs et les zones les plus rentables. En effet, acheminer l'eau jusqu'aux régions les plus reculées du Sahel a un intérêt économique à long terme, mais c'est beaucoup moins

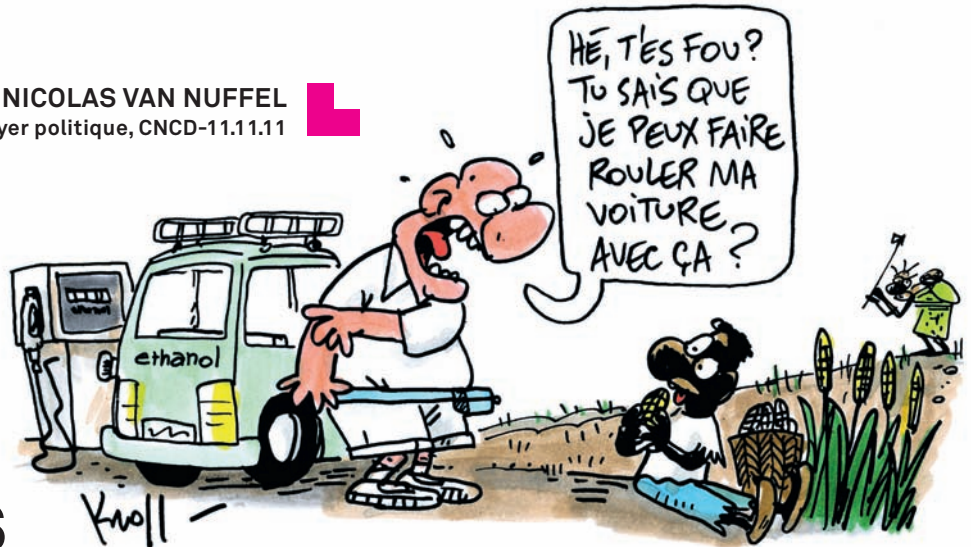
« EN AFRIQUE DE L'OUEST, UNE SÉCHERESSE SÉVIT DEPUIS PLUS DE VINGT ANS »

rentable à court terme que, par exemple, fournir de l'eau au secteur minier, qui en consomme énormément et rapporte beaucoup, beaucoup plus d'argent.

Avec l'introduction d'un Fonds vert pour le climat et la promesse par les Etats du Nord de réunir 100 milliards de dollars par an dès 2020 pour appuyer les pays du Sud, une vraie opportunité existe d'éradiquer la soif sur notre planète. Mais, une fois de plus, au-delà des vœux pieux, c'est dans les décisions concrètes qui seront prises tout au long du parcours que l'on pourra voir si les solutions choisies garantissent ou non le droit universel à l'accès à l'eau.



NICOLAS VAN NUFFEL
Responsable du plaidoyer politique, CNCD-11.11.11



Pas sur le dos des paysans

L'agriculture est-elle la cause de tous les maux ou la solution universelle à nos problèmes énergétiques? Ni l'un ni l'autre, évidemment. Mais la tentation est grande de se servir de « fausses bonnes solutions » pour éviter de poser les questions systémiques. Au risque de mettre en danger la souveraineté alimentaire des populations du Sud.

Au départ, il y a une idée qui paraît miraculeuse, mais qui n'est pas si nouvelle que cela. Au début des années 2000, la hausse des prix pétroliers et la prise de conscience de la nécessité de chercher des solutions énergétiques alternatives au pétrole poussent l'industrie à sortir de ses tiroirs un vieux projet : remplacer les énergies fossiles par des carburants issus du vivant. Rien de bien neuf, en fait : lors des développements de l'automobile, au début du XX^e siècle, les véhicules fonctionnant à l'huile ou à l'alcool n'étaient pas rares. Et, au Brésil, suite au premier choc pétrolier, un vaste plan Pro-Álcool avait été lancé en 1975, des dizaines de milliers de voitures fonctionnant à l'alcool de canne à sucre partout dans le pays.

Mais quand la Commission européenne décida d'imposer à toute l'Union d'incorporer 10% de « renouvelables » dans les carburants d'ici 2020, le problème prit une toute autre ampleur. En effet, si les pays industrialisés décident de remplacer massivement le pétrole par des végétaux cultivés sur les terres arables, ce sont autant de milliers d'hectares qui ne sont pas consacrés à nourrir la planète.

Le problème principal lié aux agrocarburants vient de la pression forte qu'ils créent sur les terres arables : l'achat massif de terres par des entreprises multinationales ou leur recon-

version par les grands propriétaires terriens du Sud chassent les petits paysans des terres grâce auxquelles ils subvenaient aux besoins de leur famille. Le résultat, c'est à la fois une baisse de l'offre mondiale et une hausse de la demande alimentaire dans les villes. Et, au final, des crises alimentaires à répétition, comme celles que l'on a connues en 2008 et 2010. Sans compter la déforestation, directe ou indirecte, que ces cultures entraînent.

On le voit, les agrocarburants ne sont donc pas la solution miracle au problème climatique. Cela ne signifie pourtant pas qu'ils ne peuvent pas y contribuer partiellement. À condition qu'un cadre national et international suffisamment strict soit mis en place pour empêcher la concurrence avec les cultures alimentaires et garantir les droits des paysans. La mise en place de carburants à base de déchets agricoles, par exemple, peut constituer un début de réponse à creuser. Mais

« LES AGROCARBURANTS NE PARVIENDRONT JAMAIS À REMPLACER COMPLÈTEMENT LA QUANTITÉ DE PÉTROLE QUE NOUS CONSOMMONS »

toutes ces solutions ne constitueront de toute façon qu'un pansement sur une plaie béante tant qu'on refusera de poser la vraie question sous-jacente à ce débat : comment réduire drastiquement la consommation énergétique de nos pays?

En effet, peu importe les agrocarburants que l'on incorpore dans nos réservoirs, ceux-ci ne parviendront jamais à remplacer complètement la quantité de pétrole que nous consommons chaque année. La solution devra donc impérativement aussi passer par une diminution des transports, une amélioration massive de l'efficacité énergétique, la remise en question de notre modèle agricole et alimentaire... Donc, en attendant que la science nous découvre des agrocarburants qui ne mettent pas en danger la sécurité alimentaire mondiale, les chantiers sont nombreux pour résoudre l'impasse énergétique. Et si on commençait par ceux-là ?

Forêts en voie de marchandisation

Les forêts sont, pour la nature et pour les êtres vivants, à la fois des poumons écologiques, socio-culturels et économiques. S'il y a consensus pour leur préservation, le *modus operandi* pose question. Peut-on vraiment tout négocier ?

2011, année internationale des forêts. Qui s'en souviendra, sinon quelques centaines d'employés des diverses agences des Nations Unies qui travaillent à leur préservation ou à leur gestion ? En tous cas, les milliers de personnes qui bénéficient des « services écosystémiques »¹ quotidiens des forêts n'en ont que faire. Pour eux, la forêt n'a pas de prix : elle est source de vie, d'alimentation organique et spirituelle. Ils y chassent le gibier, ils y cueillent fruits, baies, et extraits de plantes médicinales, ils y exploitent le bois nécessaire pour la construction de leurs habitations, de leurs meubles... et surtout, dans bien des cultures, au-delà d'être leur pharmacie ou leur supermarché, la forêt est un lieu sacré.

Une forêt qui disparaît est donc un scandale humain, socio-économique et culturel. Mais c'est aussi un scandale écologique, pour la biodiversité qui s'appauvrit par le déséquilibre des écosystèmes, pour le carbone qu'elle n'absorbera plus et pour celui que les grumes abattues² vont rejeter dans l'atmosphère, brûlées ou lentement décomposées.

En plus d'assainir notre air par le cycle du carbone, les forêts contribuent au refroidissement de l'atmosphère. Les forêts jouent en effet un rôle important dans le cycle de l'eau. Grâce à l'évaporation de l'humidité, les forêts contribuent à la formation régionale des nuages. La couverture nuageuse réfléchit la

lumière du soleil et empêche la pénétration d'une partie des rayons. La formation de ces nuages assure en plus la régulation des cycles des précipitations et donc de l'approvisionnement en eau. Une forêt qui disparaît est donc un double scandale, humain et écologique.

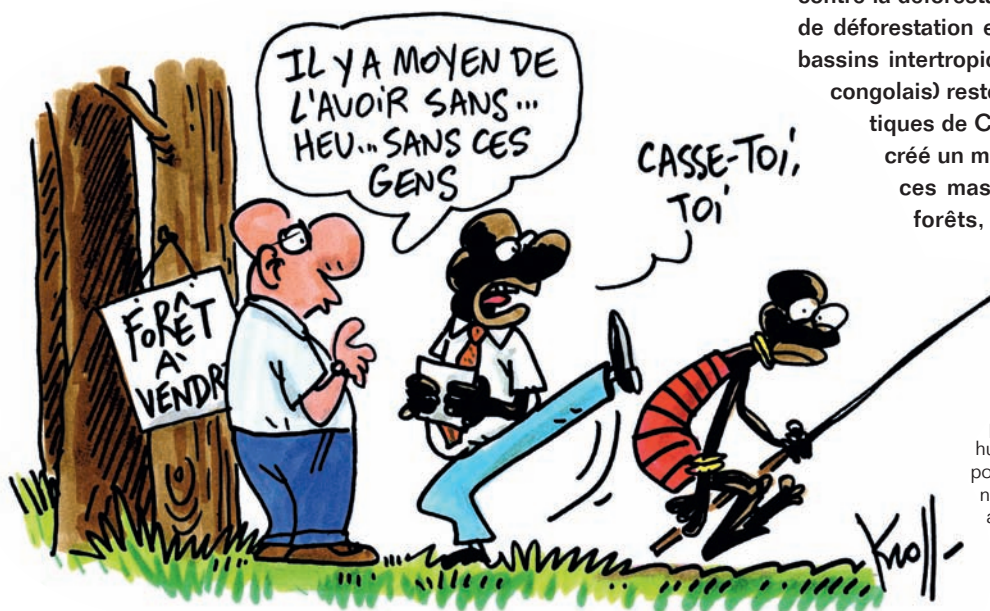
Selon le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC), les forêts qui disparaissent tous les jours sont responsables d'un peu moins de 20% des émissions de gaz à effet de serre totales. Cela représente plus que les émissions liées à nos moyens de transport. Et c'est là qu'apparaissent d'autres scandales... Celui de l'abattage massif pour y faire pousser des monocultures qui serviront d'agrocarburant. Celui-ci nous permettra de nous déplacer de façon plus écologique, mais surtout de continuer d'user de carburants sans questionner nos modes de déplacement. Celui de l'abattage massif pour y faire pousser des palmiers.

« LES FORÊTS QUI DISPARAISSENT SONT RESPONSABLES D'UN PEU MOINS DE 20% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE »

Leurs huiles enrichiront nos produits alimentaires et cosmétiques à bas prix. Elles permettront au plus grand nombre de consommer plus, mais au risque de créer de nouveaux problèmes de santé publique. Celui, enfin, de l'abattage massif des forêts anciennes pour y faire pousser de nouvelles plantations. Les jeunes plants absorbent en effet beaucoup plus de CO₂ durant leur croissance qu'un arbre arrivé à taille adulte. Mais comptabiliser ces nouvelles plantations dans les mécanismes internationaux mis en place pour atténuer les émissions globales de CO₂ serait une ineptie ! Les forêts primaires que ces nouvelles plantations remplaceraient n'ont pas de prix.

De nombreux efforts sont consentis aujourd'hui pour lutter contre la déforestation et selon la FAO, la tendance des taux de déforestation est à la baisse. Dans les faits, les grands bassins intertropicaux (l'Amazonie, l'Indonésie et le Bassin congolais) restent menacés. Lors des négociations climatiques de Cancún au Mexique (fin 2010), les Etats ont créé un mécanisme pour valoriser la préservation de ces massifs et lutter contre la déforestation. Les forêts, comme l'air et l'eau avant elles, seront bientôt marchandisées... Mais ces ressources vitales peuvent-elles être considérées comme n'importe quel autre bien ?

1/ Services économiques rendus à l'homme par la totalité des écosystèmes (forêts, zones humides, prairies, récif corallien...) comme la pollinisation, la filtration de l'eau ou la séquestration naturelle de carbone dans le bois. 2/ Les arbres abattus, simplement ébranchés et laissés avec leurs écorces, deviennent des grumes.





About Water



Pueblos Unidos

Ciné-club itinérant CNCD-11.11.11 Millenium

Organisé sur la commune d'Ixelles en juin, le Festival du film documentaire Millenium a déjà connu trois éditions. Son but est de montrer des documentaires de qualité dont le sujet est lié à l'essence des 8 Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs – réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, l'éducation primaire pour tous, un environnement humain durable, etc. –, que les États membres de l'ONU ont convenu d'atteindre en 2015.

Depuis 2010, le CNCD-11.11.11 et le Festival Millenium ont noué un partenariat qui a conduit à la sélection de plusieurs documentaires et à l'organisation d'une vingtaine de projections et de débat en Communauté française, le tout sous le nom de Ciné-club CNCD-11.11.11/Millenium. En 2011, le partenariat se poursuit. Dans le cadre de la campagne pour une justice climatique, une série de documentaires en lien avec la thématique (eau, déforestation, élevage, exploitation pétrolière, ...) ont été sélectionnés et seront projetés un peu partout à Bruxelles et en Wallonie.

Découvrez des extraits de ces documentaires et les projections organisées sur www.cncd.be/millenium

millenium
CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

Rendez-vous à Liège pour Tempo Color édition 2011



© Denis Rouvre

TEMPO COLOR

FESTIVAL SALON JE. 22 - VE. 23 - SA. 24 - DI. 25 SEPTEMBRE 2011 | LIÈGE WWW.TEMPOCOLOR.BE

Depuis 2002, en septembre, le Tempo Color fait résonner la cité ardente aux enjeux des solidarités interculturelles, des relations Nord-Sud et du développement durable. Le CNCD-11.11.11 vous y donne rendez-vous du 22 au 25 septembre pour une nouvelle édition sous le signe de la justice climatique. Au programme : des expos, des animations artistiques, des spectacles, des performances, un salon du développement durable et un concert d'ouverture autour de la culture libanaise, marocaine, et hindoue avec Ibrahim Maalouf et Le Murmure de l'Orient.

www.temppocolor.be

Produire autrement une autre information

Si la vidéo est depuis longtemps un outil d'information, de sensibilisation et de mobilisation, le développement des réseaux sociaux et des plateformes vidéos sur Internet permet le foisonnement de projets alternatifs aux médias traditionnels.

Le développement de la vidéo sur Internet offre de nouvelles possibilités pour toucher voire mobiliser le public. Associations ou individus, certains ont saisi cette opportunité en développant des outils vidéos avec l'envie d'aborder une multitude de sujets ignorés par les médias de masse. Leur but : faire exister une voix citoyenne en donnant la parole à ceux qui ne sont pas entendus. Qu'ils soient professionnels ou amateurs, ils aspirent à informer le grand public, mais autrement. Parmi les multiples initiatives qui ont vu le jour ces dernières années, retenons-en trois.

Des outils pour sensibiliser

Switch est une jeune asbl créée en avril 2010 et dédiée à la conception d'outils d'éducation à la citoyenneté. Elle est née dans l'esprit de cinq jeunes, anciens étudiants en animation socio-culturelle à l'IHECS (Bruxelles), qui ont réalisé ensemble leur premier outil pédagogique « Du riz et des hommes » dans le cadre de leur mémoire de fin d'étude. Le documentaire connaît un succès certain et l'équipe, satisfaite du résultat, décide de retenter l'aventure. Ils mettent sur pied Switch. Leur objectif est clair : participer à « l'émergence d'une citoyenneté active, responsable et solidaire » en créant des outils multimédia. Principalement centrés sur les inégalités dans les relations Nord-Sud, les documentaires de Switch sont réalisés en partenariat avec des associations (CNCD-11.11.11, Plan Belgique, SOS Faim...).

Pour Antonella Lacatena, il s'agit de répondre à une double exigence de ces organisations. En effet, si ces dernières ont besoin d'un outil technique de qualité, elles veulent aussi et surtout travailler avec des personnes proches du monde des ONG, et capables d'aborder des sujets délicats avec le vocabulaire approprié. L'équipe de Switch apporte ainsi une plus-value, puisque ses membres sont déjà sensibilisés à des thèmes dont sont friandes les ONG (crise alimentaire, justice climatique, lutte contre la pauvreté, etc.). Les vidéos ont en commun la mise en évidence d'initiatives locales pour combattre les inégalités, que ce soit l'organisation en syndicats des agriculteurs maliens pour faire face à la privatisation des terres, ou la mise en place par les communautés des hauts plateaux boliviens de leurs propres stratégies de développement. Aujourd'hui, le souhait de l'asbl est de développer un projet indépendant, 100% Switch.

Une télévision pour les aveugles

Passons maintenant à Telebraille, la « télévision pour les aveugles ». Un nom accrocheur pour un projet qui dénonce les violations des droits humains, les abus et injustices perpétrés en Amérique latine et particulièrement en Colombie. Bien décidé à faire parler ici de ces problématiques brûlantes, Rafael Abril, colombien résidant en Belgique, débute son action de solidarité par l'organisation de conférences et débats. Mais il se rend rapidement compte qu'il est nécessaire de toucher un public plus large, au-delà des habitués, déjà convaincus, qui se rendent à ce type de rencontres. C'est ainsi qu'est née, il y a quatre ans, cette initiative citoyenne, d'abord au travers de capsules postées sur Youtube, pour ensuite se muer en site web.





Le résultat ? De courtes séquences, filmées avec une petite caméra afin de conserver un caractère de télévision mobile, tout en soulignant qu'une telle action est possible, malgré un budget très restreint, pour ne pas dire nul.

Aujourd'hui, ils sont trois, à Bruxelles, Barcelone et Stockholm. Ils tentent de réagir le plus rapidement possible

« FAIRE EXISTER UNE VOIX CITOYENNE EN DONNANT LA PAROLE À CEUX QUI NE SONT PAS ENTENDUS »

à l'actualité, aux abus qui ont lieu en Colombie, et ce en lien avec les organisations locales. La parole est donnée aux associations sociales, aux syndicats, aux indigènes, aux minorités. En bref, à ceux qui sont souvent ignorés par les médias traditionnels. Leur rêve est d'avoir dans le futur un rôle de plate-forme, de relais pour les images et informations en provenance des ONG colombiennes partenaires. Et petit à petit, ils tentent de donner vie à cette idée, notamment en travaillant avec les radios communautaires colombiennes ou encore avec les associations indigènes, dans le but d'élargir progressivement le réseau et de renforcer le lien de solidarité.

Décloisonner les têtes

Enfin, *last but not least*, présentons ZinTV, un centre de formation qui a la particularité, dans le paysage de la pédagogie audiovisuelle belge, de disposer d'une plate-forme de diffusion. Concrètement, il s'agit

d'un double projet : accompagner les jeunes cinéastes dans leur apprentissage, tout en mettant sur pied un média citoyen. Ses créateurs sont partis d'un constat, celui d'avoir l'impression de tourner en rond, de former des cinéastes qui doivent ensuite se conformer aux « standards » des médias de masse. C'est là l'origine de leur volonté d'indépendance. Leur slogan, c'est « décloisonner les têtes », c'est-à-dire dépasser les barrières sociales, culturelles et économiques. C'est rendre le spectateur actif, encourager l'esprit critique. ZinTV se veut donc une télé engagée, un espace de participation et de rencontre pour les citoyens et les organisations populaires. La plupart du temps, les sujets abordés suivent l'actualité sociale belge : le mouvement des indignés, le festival Steenrock devant le centre fermé 127bis... mais aussi internationale : Fukushima ou l'intervention de l'Otan en Libye... Selon Ronnie Ramirez, réalisateur professionnel, il s'agit avant tout de s'inscrire dans une ligne historique, de s'inspirer de l'émergence des médias communautaires en Amérique latine, de cet éveil citoyen, cette volonté de s'exprimer. « ZinTV, c'est en quelque sorte la proposition belge ». Aujourd'hui, l'association cherche à s'étendre, notamment en envisageant une traduction néerlandophone.

Ce rapide tour d'horizon montre que des initiatives citoyennes, aussi fragiles soient-elles, peuvent aboutir à un résultat. Qu'il ne s'agit pas (seulement) d'une question de moyens, mais de personnes motivées et convaincues de la nécessité de leur action : produire autrement une autre information.

www.switch-asbl.org

www.telebraille.tv

www.zintv.org



20
projet 11.11.11

Où ?

Matonge, commune de Kalamu,
Kinshasa, République
démocratique du Congo.

Contexte

La faiblesse de l'État congolais
a pour conséquence qu'il ne sait
pas assurer les services à
la population tels que la santé ou
l'enseignement. Dans les écoles
publiques, les besoins sont criants.

Qui ?

Laïcité & Humanisme en Afrique
Centrale (LHAC), Belgique
www.ulb.ac.be/cal/lhac
Humanisme & Solidarité, RD Congo

Quoi ?

Assainissement des sanitaires
et cours d'écoles primaires à
Matonge, Kinshasa & formation
aux droits de l'Homme, à
la prévention des conflits et à
la coexistence pacifique en RDC.

Soutenir 11.11.11

N° de compte :
BE33 0001 7032 6946
BIC : BPOTBEB1
au nom du CNCD-11.11.11,
9, Quai du Commerce
1000 Bruxelles
www.cncd.be/dons



Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF
www.vef-aerf.be

© Arnaud Zacharie 2010



SABINE KAKUNGA

Chargée de l'Afrique centrale, CNCD-11.11.11

RDC Revaloriser l'école publique

En République démocratique du Congo,
la faiblesse de l'État saute aux yeux dans
l'enseignement public : bâtiments délabrés,
cours de récré inondées, installations sanitaires
déficientes ou absentes, manque de formation
des enseignants, équipements scolaires
insuffisants, etc. Un tel constat pourrait paralyser
les plus optimistes. Mais pas l'association
Humanisme & Solidarité.

Depuis des années, l'État congolais rencontre d'énormes difficultés à prendre en charge les services à la population tels que la santé ou l'enseignement. La plupart des bâtiments publics souffrent d'un manque criant d'entretien et de rénovation. Parmi ceux-ci, les écoles publiques sont particulièrement touchées : bâtiments délabrés, installations sanitaires déficientes et équipements pédagogiques insuffisants. Chaises, bancs et bureaux manquent cruellement. Les enfants suivent donc les cours assis à même le sol, d'où le surnom d'école « mal aux fesses » donné aux écoles publiques.

« LES PARENTS CONSENTENT D'ÉNORMES SACRIFICES POUR PRENDRE EN CHARGE LE SALAIRE ET LE TRANSPORT DES ENSEIGNANTS »

Aujourd'hui, afin d'assurer un minimum de rentrées d'argent, l'école est devenue payante. Les parents consentent à d'énormes sacrifices pour prendre en charge le salaire et le transport des enseignants. La situation extrêmement difficile dans laquelle se trouve l'enseignement public ne permet pas à tous les enfants de terminer la scolarité primaire. Dans les écoles sans sanitaires décentes, les parents refusent d'envoyer leurs enfants, surtout les filles, ce qui fait baisser la fréquentation scolaire.

Un jumelage avec Ixelles

Des associations s'engagent à remédier à cette situation. À Kinshasa, c'est le cas d'Humanisme & Solidarité (H&S), une asbl congolaise, qui, avec le soutien de son partenaire belge Laïcité & Humanisme en Afrique centrale (LHAC), et grâce à l'Opération 11.11.11, a lancé il y a plusieurs années un programme de soutien aux écoles primaires du quartier de Matonge. Alors que les bâtiments ont été rénovés par la Banque mondiale, LHAC et H&S ont impliqué les écoles du quartier dans un jumelage avec celles de la commune d'Ixelles – où se situe

également un quartier du nom de Matonge – et ont ainsi permis l'équipement des classes en nouveaux mobiliers scolaires. Une station d'épuration d'eau y a été également implantée, permettant l'accès à l'eau potable pour les enfants et les enseignants, et ce grâce au soutien de Wallonie Bruxelles International (WBI) et la collaboration de la Haute école libre de Bruxelles Ilya Prigogine.

La santé à l'école

Pendant longtemps, les écoles publiques congolaises ont été équipées d'un centre de santé, donnant aux jeunes l'accès aux soins médicaux de base. Aujourd'hui, ces centres ont disparu. Les fonds récoltés lors des Opérations 11.11.11 2006 et 2007 ont permis l'aménagement d'un dispensaire au sein des écoles primaires de Matonge. L'ouverture d'un tel dispensaire permet une meilleure éducation à la

santé en milieu scolaire et amène à un changement d'attitude à l'égard des pratiques nuisibles. Toutefois, travailler seulement avec les enfants ne suffit pas, les parents doivent également être impliqués dans ce cheminement. Concrètement, le dispensaire est à la fois un lieu de parole et d'échange d'informations en matière de santé scolaire et de prévention – ce qui permet de lutter contre la propagation des épidémies et maladies – et un lieu de soin et de consultation, accessible aux élèves de l'école, à leurs parents mais aussi aux habitants du quartier.

Le second projet mis en œuvre grâce au soutien de l'Opération 11.11.11 vise à assainir l'environnement scolaire dans lequel les enfants évoluent, en particulier les cours de récréation qui sont le plus souvent inondées par les eaux de pluie. Leur assèchement est prévu grâce à l'installation d'un système de drainage des eaux pluviales qui jusqu'alors restaient stagnantes. Cette étape du projet de réhabilitation du complexe scolaire concourt à garantir aux enfants un environnement sain et agréable, ce qui favorise un plus grand respect.

Instruments de paix

Pour H&S, l'école doit aussi être un instrument en faveur de la paix et favoriser la prise de conscience de l'importance d'un enseignement officiel laïque, ouvert à tous et à toutes sans discrimination. Depuis 2002, son collectif d'enseignants est reconnu comme section congolaise de l'École instrument de paix (EIP). Fondée en 1967 à Genève, cette organisation internationale non gouvernementale contribue à l'éducation aux droits humains et à la paix dans le monde. En RDC, l'objectif est de créer à long terme tout un réseau d'enseignants et de formateurs qui couvrira le territoire congolais, permettant la diffusion d'une pédagogie citoyenne orientée vers le respect des droits humains et de la citoyenneté. Plusieurs sessions de formation ont déjà été organisées, d'abord à Kinshasa, puis à Kisangani et Lubumbashi. Pour assurer la pérennité du projet, un groupe d'une quinzaine d'enseignants kinois a été formé pour transmettre à son tour son savoir aux collègues. En 2011, et toujours avec l'appui de l'Opération 11.11.11, deux sessions de perfectionnement seront organisées à l'attention des formateurs kinois de l'EIP Congo.

Les actions menées par H&S lui permettent d'acquérir une expérience dans le domaine de la réhabilitation d'école et de la formation. Cependant, le travail n'est pas fini, les besoins et les demandes sont encore énormes. H&S et son partenaire belge LHAC sont prêts à réhabiliter d'autres écoles et à élargir leur champ d'action à l'enseignement secondaire, voire technique et professionnel. Loin d'être des projets isolés et ponctuels, la réhabilitation de ces écoles participe à un projet plus vaste visant à redonner confiance dans l'enseignement public. La volonté ne manque pas, ni les ressources humaines, ce sont les moyens de réaliser ces projets qui font défaut.

Avant, après et longtemps après Hiroshima

JULIEN TRUDDAÏU
Producteur et animateur radio

La tragique actualité du début d'année au Japon a relancé le débat sur l'énergie nucléaire à un moment où ses partisans tentent de la présenter comme partie de la solution contre le réchauffement climatique. À Bruxelles, Alex Lorette invite à y réfléchir par une pièce de théâtre.

© Alex Lorette



« Est-ce qu'on a quelque chose à voir avec ça, avec tous ces morts qu'on ne voit jamais. Est-ce qu'on est responsable de ça. Peut-être pas. Peut-être bien. Peut-être qu'on a le devoir de se souvenir de l'ennemi, des civils du camp ennemi, des familles, des vieux, des enfants. Juste se souvenir, sans même savoir si c'était nécessaire. Ou pas.

Est-ce que c'était nécessaire ? Je manque d'éléments pour juger. Je me dis que ça a dû être horrible. Mais est-ce que c'était nécessaire. C'était nécessaire ? Certains diront, si on l'a fait, c'est que c'était nécessaire. Commettre une chose aussi horrible sans qu'elle soit nécessaire, ça serait... un crime. Non ? Ça serait un crime »

Pikâ Don au Théâtre Marni du 27 septembre au 8 octobre

Texte et mise en scène : Alex Lorette. Assisté par : Léonore Frenois et Claudia Mendizabal. Avec Jo Deseure, Sophia Leboutte, Cachou Kirsch, Guy Theunissen, Cédric Juliens et Olivier Premel. Scénographie : Hélène Kufferath. Univers sonore : Arnaud Blanpain. Conseillère chorégraphique : Flavia Waderley Ribeiro. Réservation & info : 02 639 09 82 –

www.theatremarni.com

Quelques mois après la catastrophe de Fukushima au Japon, Alex Lorette, auteur dramatique, metteur en scène et comédien belge livre sur la scène du Marni (Ixelles) à la fin septembre, *Pikâ Don*, *Hiroshima*. La pièce est une succession de tableaux mettant en scène des Japonais, Européens et Américains avant, après et longtemps après le lâchage de la bombe A sur Hiroshima. Rencontre avec son auteur.

Comment en es-tu arrivé à écrire cette pièce ?

C'est parti d'une mise en scène précédente que j'avais faite à partir d'un texte de Koffi Kwahulé, « Mistérios 119 ». On y parlait du 11-Septembre et de la difficulté pour les gens de faire le deuil en l'absence de corps. J'ai lu ensuite un livre qui faisait référence aux bombardements de Dresde et Hiroshima. L'envie m'est alors venue d'écrire une sorte de pièce triptyque sur les trois drames. Mais, en me documentant, je me suis rendu compte qu'Hiroshima était un sujet suffisamment vaste que pour justifier une pièce complète.

Hiroshima, c'est un sujet vaste... et grave !

L'objectif n'était pas de travailler sur quelque chose de morbide. À l'origine de ce projet, je voulais faire un travail sur la mémoire. Interroger notre rapport à un événement historique majeur du 20^e siècle. Quelque part, on est dans le camp des « vainqueurs » : on connaît l'image du champignon, pas celle des corps. On se pose donc la question de notre version de l'Histoire.

La pièce est basée sur des témoignages, des histoires personnelles...

Oui, l'idée était de travailler à partir de témoignages et de faire passer une parole. Donner accès à ces témoignages, c'est participer à une réécriture de l'histoire, à l'éclairer selon un prisme différent. Le spectacle est un montage de tableaux où l'on change d'époques, de perspectives, avec des moments assez ludiques. Réfléchir sur un phénomène que l'on ne maîtrise pas, de grande échelle et observer son impact sur la vie quotidienne des individus.

Le sujet a déjà été traité de multiples fois...

Il l'a surtout été au cinéma. La force du théâtre par rapport à



un art de l'image, c'est l'imaginaire. Dans *Pikâ Don*, on ne montre pas aux gens l'horreur. On l'évoque par des images poétiques. On cherche sans arrêt à transposer. C'est beaucoup plus puissant.

Tu t'es rendu au Japon pour l'écriture ?

J'y suis allé alors que l'écriture était quasiment finie. J'ai voulu d'abord travailler sur base des témoignages et de mon imaginaire. Mais c'était important de s'y rendre après pour vérifier que l'écriture était conforme à une certaine réalité. Ce voyage, avec un passage par Hiroshima et Nagasaki, m'a conforté dans mon écriture. Ça m'a aussi permis d'écrire d'autres tableaux, sur base de nos préjugés notamment.

Nos préjugés ?

Pour que la pièce reste agréable à entendre, à voir ou même à lire, je me suis amusé à raconter le rapport que nous avons au Japon. On regarde beaucoup ce pays avec des clichés. L'idée était donc de mettre en perspective tous nos préjugés.

La pièce se joue quelques mois après la catastrophe de Fukushima. Tu y vois des parallèles ?

Il n'y a aucun opportunisme dans ce projet puisque la pièce a été écrite en 2009. Le parallèle est qu'on joue avec le feu. Avec le nucléaire, une seconde peut avoir un impact énorme sur la vie de dizaines de milliers de personnes. Pour moi, l'intérêt de Fukushima est que ça semble éveiller un mouvement citoyen et des prises de conscience. C'est une façon d'apprendre quelque chose de l'Histoire.

« ON CONNAÎT L'IMAGE DU CHAMPIGNON, PAS CELLE DES CORPS »

Décrirais-tu ton théâtre comme politique ?

J'estime qu'il y a deux façons de faire du théâtre politique : celle où l'on dénonce les choses en expliquant clairement ce qui est bon ou mauvais. Et l'autre, dont je me sens plus proche, où l'on dit les choses indirectement, sans les asséner. Simplement mettre en lumière certaines choses qui amèneront peut-être les gens à réfléchir autrement. Quand un livre, une pièce, une peinture poussent des gens à remettre en question des schémas de pensées fixes, on atteint, pour moi, le projet de tout art. L'art n'est pas seulement du divertissement !

Une invitation à réfléchir en somme ?

Mon travail est différent de celui d'un historien. Je travaille sur le témoignage et mon but n'est pas de donner une solution toute faite aux gens mais qu'indirectement, ils se posent des questions et s'informent sur le sujet. Ce n'est pas mon caractère d'aller défiler dans les rues, je préfère gratter dans les choses que l'on me présente pour les remettre en question. Un des personnages le dit : « Est-ce que c'était nécessaire ? Je n'en sais rien, je n'ai pas les éléments pour juger ». Un spectacle ou une écriture comme ça est une invitation à réfléchir et à trouver d'autres choses que l'information prémâchée, immédiate, par rapport à laquelle on n'a aucun recul.

L'auteur que tu es a tout de même un avis !

Notamment au travers de la scène du témoignage de ce soldat américain qui s'apprête à larguer la bombe ou celle des visiteurs du mémorial ?

On peut difficilement écrire là-dessus sans être interpellé... On peut avoir une prise de position en tant qu'auteur sans pour autant tomber dans la morale du bon et du méchant. Ma prise de position est de décrire ce soldat qui a l'impression d'avoir juste fait son boulot. Au travers de ça, on parle de l'industrialisation de la mort. On est dans une société industrielle depuis le 19^e siècle : on produit en masse, on bouffe en masse, on consomme en masse et donc on tue aussi en masse. Ma prise de position est là.

JULIEN TRUDDAÏU
Producteur et animateur radio

Manu Chao

« Je serais enchanté
de chanter des

chansons heureuses »

Entre un concert en Finlande et un autre au Japon, nous avons rencontré Manu Chao en terres luxembourgeoises. L'occasion de revenir sur des sujets que l'un des artistes les plus conscients de sa génération aime à discuter.

Tout un symbole à première vue. Mais seulement à première vue. Celui qu'on a présenté comme l'un des artistes phares du mouvement altermondialiste jouait fin juillet dans l'Abbaye de Neumünster au Grand-Duché de Luxembourg. Entretien sur l'actualité, la sienne et la plus générale.

On est au Luxembourg, que fais-tu ici ?

On est de passage, en pleine tournée. Trente ans que je n'y avais pas joué ! Le grand plaisir, c'est de revoir les potes de Thionville (France) avec son lot de vieux souvenirs. Un jour, quand on tournait en Tube Citroën, on avait crevé et on avait chouré un pneu sur la place du marché pour pouvoir repartir... Une autre époque !

C'est important de venir jouer dans une telle place financière ?

Je n'ai pas trop pensé à ça. Au niveau logistique, c'était pas mal pour plein de gens qui pouvaient débouler de partout. Non, je ne suis pas venu faire du business avec les banquiers d'ici (*rires*).

Tu en es où dans ta production musicale ?

Je n'ai pas l'intention de sortir grand-chose pour le moment. J'ai passé des heures et des heures de ma vie à mixer, j'adore ça. Mais pour le moment, j'ai un peu la flemme des sessions de mix devant l'ordinateur. J'enregistre beaucoup

de morceaux mais aucun n'est fini. Peut-être qu'un jour, ils sortiront. J'ai envie d'autres choses. Je suis plus au bistrot, à droite, à gauche, à jouer avec ma guitare.

On te retrouve tout de même sur Internet!

Oui, y'a toujours quelqu'un qui enregistre. Ça part sur le net et les gens découvrent les nouvelles chansons. L'autre jour, chez moi à Barcelone, le cuisinier du petit bistrot d'en face est passé à la maison boire des coups. Il m'a demandé la guitare. Il a chanté des chansons à moi. Ce qui m'a étonné, c'est que sur la dizaine de chansons qu'il a chantées, y'en avait à peine deux qui étaient sur des CD. Toutes les autres, il les avait trouvées sur le net. J'ai trouvé le processus magnifique. C'est sûr que le son n'est pas terrible mais ça donne envie aux gars de faire leurs versions. Moi, j'ai écouté la version de mon pote équatorien du quartier.

Tu seras dans quelques jours au festival Fuji Rock, au Japon.

Quel regard portes-tu sur la catastrophe de Fukushima?

J'étais au Japon il n'y a pas si longtemps. Le nucléaire n'était pas une préoccupation première pour les gens que j'ai pu croiser. Mais là, je pense qu'ils ont pris une méchante claque. On a tous pris une méchante claque d'ailleurs. Une centrale nucléaire, ce n'est bon nulle part mais là, sur des failles sismiques, c'est quand même hallucinant! Ce qui est arrivé au Japon pourrait arriver près de Thionville. En atterrissant ici, on a vu les centrales...

Pour moi, il est important d'aller voir comment cette catastrophe est gérée par la population. Il est difficile de faire confiance aux médias et à ce qu'ils nous racontent. Même si je ne serai pas sur place, ça va être intéressant de voir ce qui s'y passe et de parler aux gens.

T'en as pas marre de chanter les mêmes chansons sur ce monde toujours inégalitaire et injuste?

Non, je n'en ai pas marre. Il y a des chansons qui datent de vingt ans mais elles sont encore plus d'actualité aujourd'hui. Je serais enchanté de chanter des chansons heureuses, mais au cours de mes nombreux voyages, je ne suis jamais arrivé dans un endroit où les gens m'ont dit : « Ici tout va bien ».

Quelle est ton opinion sur le mouvement des indigné-e-s qui secoue l'Europe?

Le mouvement des indigné-e-s, c'était à côté de chez moi. J'ai vécu personnellement ce qui s'est passé à Barcelone. C'était assez positif. Il y avait quelque chose en plus que les mille manifs qu'on a pu faire dans notre vie. Au niveau de mon quartier, tous les gens, qui ne sont pas forcément de gauche, les mamans, les anciens, tout le monde est avec eux. C'est la première fois que je vois ça. Généralement, on est toujours considéré, même par le peuple, comme une bande de zazous, un peu idéalistes. Mais cette fois-ci, j'ai vu des gens très différents dire : « Demain, j'emmène mes gosses à la Plaza Catalunya parce que ces jeunes, ils ont raison ». Il y a une unanimité, les gens sont avec eux. Et donc le mouvement est large, et profondément horizontal.

La crise est passée par là...

Tout le monde a morflé. La situation est indignante : les mêmes continuent à s'en foutre plein les poches, les salaires des travailleurs ont baissé et les heures de travail ont augmenté. « Et tu fermes ta gueule sinon la boîte, elle ferme ».

On ne te voit pas beaucoup tourner dans le monde arabe, pourquoi?

On a des contacts là-bas, mais on n'a jamais trouvé vraiment l'occasion d'y aller. Un concert à Alger, c'est un vieux rêve des gens de la Caravane des Quartiers¹. J'espère que ça se fera un jour. La difficulté est d'arriver à trouver un concert qui ne soit pas « maqué » par les autorités.

Que penses-tu des révolutions arabes?

Je ne suis pas sur place, mais on ne peut pas crier victoire. Je suis un peu sceptique. Tous les médias internationaux ont parlé d'une révolution. Mais qu'est-ce qui a changé en Egypte? Rien! Ils ont

« LE NUCLÉAIRE N'ÉTAIT PAS UNE PRÉOCCUPATION PREMIÈRE POUR LES GENS MAIS JE PENSE QU'ILS ONT PRIS UNE MÉCHANTE CLAQUE »

foutu dehors le vieux qui était en phase terminale de cancer et qui ne leur servait plus à rien pour faire un petit nettoyage. Et aujourd'hui, qui commande? L'armée. Donc la victoire, c'est quand il y aura des élections libres. Attendons-les.

Il y a peut-être un peu plus d'espoir de changer les choses?

Oui, mais ce n'est pas suffisant! Des gens sont morts. Ce n'était pas juste pour un peu d'espoir. C'était pour de vrais changements. À mon avis, ils les attendent encore.

Retrouvez l'intégrale de cette interview réalisée avec la collaboration d'Etienne Huver sur radio.esperanzah.be

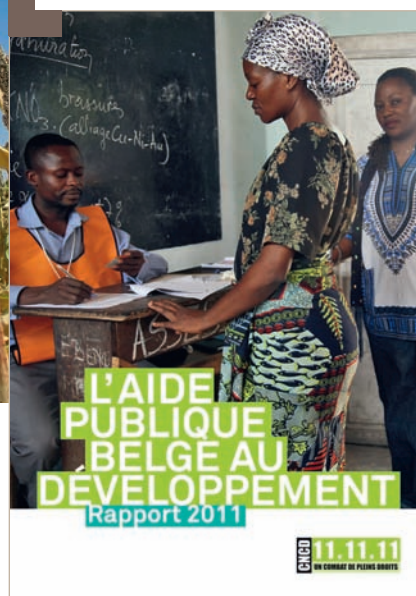
www.manuchao.net

1/ La Caravane des Quartiers est un projet de festival itinérant créé en France en 1989 et qui organise des fêtes dans les cités et quartiers populaires, en France et en Belgique notamment.



OUMOU ZÉ

Chargée de recherche, CNCD-11.11.11



L'aide de la Belgique à la loupe

Dernier né des exercices annuels de bilan et évaluations variés, le Rapport sur l'aide publique belge au développement 2011 du CNCD-11.11.11 vient d'être publié. Présentation.

Pour répondre à l'un de ses trois missions fondatrices, le CNCD-11.11.11, coupole de près de 80 organisations de solidarité internationale en communauté française et germanophone de Belgique réalise un travail permanent de suivi, d'analyse et d'information quant aux grands enjeux de développement. L'analyse des discours et pratiques des différents acteurs impliqués dans l'aide publique belge au développement, et plus particulièrement l'action des pouvoirs publics, tel est l'objectif de ce rapport annuel.

Pour guider les lecteurs dans la panoplie des chiffres et des sujets touchant à l'aide publique au développement (APD), une approche faisant le point sur trois aspects est proposée.

Cohérence

Un premier aspect abordé est celui de la cohérence. La coopération belge est-elle en cohérence avec d'autres politiques externes touchant aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux? Toutes les mesures nécessaires sont-elles mise en œuvre pour garantir un aide et un développement qui ne soient pas systématiquement mis à mal par l'impact d'autres décisions émanant de ces mêmes pouvoirs publics?

Quantité

Un deuxième volet du rapport fait le point sur le quantitatif. Déchiffrer l'aide. Quels sont les montants de l'APD et dans quels secteurs d'interventions se concentrent-ils? Vers quels pays la coopération belge est-elle la plus active? Quelles sont les approches privilégiées? Autant d'aspects qui font l'objet d'analyses, critiques et permettent d'interpeller les gouvernements sur leur coopération au développement.

Qualité et efficacité

Le troisième volet abordé est celui de la qualité de l'aide. Pour cette première année, à la veille de la tenue du 4^e Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan en Corée du Sud, un chapitre spécial est consacré à l'agenda pour l'efficacité de l'aide et à la réalité belge en la matière.

De ce premier exercice d'évaluation de l'APD belge en 2010, il ressort que la Belgique figure dans le haut des classements des pays donateurs, mais encore bien des efforts restent à faire si elle veut maintenir le cap et remplir ses engagements dès l'année prochaine.

Téléchargez le rapport sur
www.cncd.be/2011_rapport_apd

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
Docteur ès cynisme à HECC
Haute école du Café du Commerce

Jouir sans entrave

J'ai toujours préféré les relations d'égal à égal et c'est pour cela que j'ai toujours soutenu le consensus dominant sur la coopération qui dit depuis 50 ans : « Trade but not aid », le commerce plutôt que l'aide. Eh bien à l'analyse, je pense qu'on s'est planté. Rassurez-vous : je ne souhaite pas déterrer les slogans hippies pour des rapports justes et l'arrêt du pillage. Non, le mur est tombé, Allons de l'avant et soyons efficace, mais le concept « Trade but not aid » doit être revu.

Être efficace, c'est analyser les chiffres, parce qu'ils nous parlent bien plus que les avis des gens qui sont tous différents. Or, quelle est la première source de devises étrangères des 48 pays les plus pauvres ? Le pétrole ? Les minerais ? Que nenni, c'est le tourisme ! D'où notre erreur : ce n'est pas du commerce qu'il faut, c'est du « Enjoy but not aid » que je traduirai en « Jouir, mais ne pas aider ».

Je m'explique : le développement, ce sont des voitures, des climatisations, des costumes griffés... et toutes ces choses essentielles qui s'achètent avec des devises étrangères. C'est justement ce qu'apporte le tourisme avec son cortège d'investissements dans les infrastructures (golfes, piscines, bars, centres commerciaux climatisés...) et la mise en valeur du soleil et de l'oisiveté, c'est-à-dire les seules ressources naturelles inépuisables que possèdent les pays les plus pauvres.

Faute de place, je ne développerai pas ici les impacts positifs du tourisme, comme la paix qu'amène le commerce de babioles et de djembés, la richesse des rencontres interculturelles à la fin des spectacles de danse traditionnelle du Macumba-club ou la croissance mondiale tirée par l'imitation par les pauvres du mode de vie des touristes. Ce n'est que du positif d'autant plus que le tourisme éthique se développe et permettra d'éviter certains excès. Ce qui est excessif, ce sont les 80% de profits rapatriés au Nord. Aujourd'hui, l'objectif est de descendre un peu en dessous de 70%. Oui, le tourisme est décidément l'avenir des relations Nord-Sud. Nos pouvoirs publics l'ont d'ailleurs bien compris : leurs 10 millions d'euros d'aide aux compagnies low-cost rien qu'en Belgique en sont la preuve. C'est sept fois plus que ce que récoltent les babacools de 11.11.11.

Mais j'ai surtout une autre raison de m'enthousiasmer : lors de ma dernière conversation avec le directeur de l'OCDE, il trouvait très intéressante mon idée de comptabiliser les dépenses de tourisme comme de l'aide au développement. Il en serait ainsi fini de ces fastidieux traficotages de chiffres pour arriver à 0,7% du PIB destiné à la coopération. Fini ces contorsions mentales pour comptabiliser les cours de français aux diplomates, les frais d'accueil des demandeurs d'asile ou les allègements de dettes comme de l'aide. Chaque fois qu'on s'empiffrera de gambas au soleil et qu'on se pètera le chicon aux cocktails exotiques, on aura aidé.

Alors ?
Merci qui ?



Le tourisme

Le tourisme représente 12% du PIB mondial et 8% de l'emploi mondial. Il constitue une des premières industries de la planète et est la seconde source de recettes de devises pour les 48 pays les moins avancés (PMA), derrière le pétrole. Si certains bienfaits du tourisme ne sont plus à démontrer, comme la création d'emplois, la production de revenus, l'apport en devises, l'amélioration de la balance commerciale ou l'effet induit sur le développement des infrastructures, il existe aussi de nombreux effets négatifs : une très faible part des dépenses des touristes revient finalement aux pays du Sud, les infrastructures se concentrent dans les lieux touristiques au détriment des autres zones, la concurrence pour les biens de première nécessité comme l'eau se fait au détriment des populations locales, les emplois locaux générés par le tourisme sont souvent sous-payés et conduisent à l'abandon des activités traditionnelles d'agriculture vivrière. C'est pourquoi le tourisme durable et équitable est prôné par de plus en plus d'ONG.

FESTIVAL
DE LIÈGE

CNCD **11.11.11**
UN COMBAT DE PLEINS DROITS



© Philippe Bordas



TIKEN JAH FAKOLY AFRICAN REVOLUTION TOUR

+ SUPPORT ACT

11.11.2011 À 20H00

AU MANÈGE DE LA CASERNE FONCK

Rue Ransonnet 2 - 4020 Liège (Belgique)

TICKET FNAC 0900 00 600
[0.45 EURO/MIN]

Préventes dans tous les magasins FNAC

ACHAT EN LIGNE SUR SHERPA.BE



www.fnac.be

www.sherpa.be

Bruxelles Laïque asbl, le CNCD, Une Vrijzinnige Vereniging vzw, le Théâtre National & le KVS



19/11

Balkan Beat Box

21h > Théâtre National

111-115, bd. Emile Jacqmanne - 1000 Bxl

Prévente / Voorverkoop : 20€ - 25€ • Vente / Verkoop : 23€ - 28€

THÉÂTRE
NATIONAL

Ticketnet.be

www.ticketnet.be

02/203.53.03

070/660.601



0900/00.600

0-1800

vrijheids
FESTIVAL
des
libertés
17/11 > 26/11 2011

11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

Operation 11.11.11 - CNCD : closing concert

www.festivaldeslibertes.be

Les artistes jouent pour 11.11.11

En cette année abritant la date du 11 du 11 du 11,
jour ô combien symbolique pour le CNCD-11.11.11,
c'est Tiken Jah Fakoly et le groupe Balkan Beat Box
qui se produiront au bénéfice des projets de
développement financés par l'Opération 11.11.11.

Que vous soyez à Liège le Jour-J, ou à Bruxelles
le 19 novembre ou n'importe où ailleurs, ne ratez pas
ces concerts, l'occasion de voir des artistes au talent
largement reconnu et de célébrer la solidarité avec le Sud.

www.cncd.be/concert